



Vers un gouvernement "Connected, Powered et Trusted"



Introduction

Les cinq dernières années sont passées à une vitesse fulgurante. Durant cette période, notre société a été confrontée à de nombreux défis, crises et évolutions qui ont profondément impacté notre manière de vivre et de travailler. Nos institutions gouvernementales, à tous les niveaux de pouvoir, ont ainsi été mises à l'épreuve et ont dû rapidement trouver des solutions, souvent dans des contextes difficiles, afin de soutenir les citoyens et les entreprises, tout en poursuivant leurs missions habituelles. Chez KPMG, nous reconnaissons la complexité des défis et les efforts considérables fournis, et nous sommes fiers de l'apport de notre équipe pluridisciplinaire dédiée au secteur public qui a contribué activement à la gestion de plusieurs crises, ainsi qu'à la mise en œuvre de divers projets de digitalisation et d'optimisation, de moyenne ou grande envergure, au bénéfice de nos partenaires gouvernementaux.

En 2019, à la suite des élections, nous avons identifié trois initiatives majeures pour le gouvernement du futur, présentées dans notre document de vision « Vers un gouvernement intelligent et orienté vers l'avenir », à savoir :

- 01 Une administration intelligente et axée sur les données**
- 02. Une approche numérique centrée sur le client**
- 03. Une agilité et une intégration accrues**

Aujourd'hui, ces initiatives sont plus pertinentes que jamais, mais le contexte dans lequel elles doivent être mises en œuvre s'est complexifié en raison de plusieurs événements majeurs et potentiellement déstabilisants. En effet, on peut citer des événements tels que la COVID-19 et ses conséquences, la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui en a découlé, les

effets de plus en plus tangibles du changement climatique, ainsi que de nouveaux développements comme l'intelligence artificielle (GenAI), qui ont le potentiel de bouleverser de nombreux secteurs.

Par ailleurs, les nouvelles technologies offrent des opportunités supplémentaires tout en créant de nouveaux défis pour la mise en œuvre de politiques intelligentes axées sur les données. L'avancement technologique et l'innovation soulèvent également de nouvelles questions stratégiques, techniques et éthiques pour les institutions gouvernementales.

En effet, les citoyens exigent une approche numérique orientée vers l'utilisateur. Ainsi, pour maintenir la confiance, les gouvernements devront plus qu'en toute autre circonstance, veiller à ce que cette approche s'accompagne d'une attention particulière à l'inclusion numérique, à la cybersécurité et à la confidentialité des données. Ces défis conduisent le secteur public à repenser ce que signifient véritablement l'agilité et l'intégration.

Ainsi, bien que toujours pertinents, les thèmes de notre précédent document d'orientation doivent être adaptés au contexte qui a considérablement évolué au cours de la dernière législature. C'est précisément ce que nous cherchons à faire avec ce nouveau mémorandum, en proposant de nouvelles lignes directrices qui abordent les défis majeurs auxquels le secteur public devra faire face lors de la prochaine législature. KPMG se positionne comme un partenaire incontournable pour accompagner le secteur public dans ces défis, qui s'articulent autour de trois initiatives majeures : un gouvernement Connected, Powered et Trusted.



Trois initiatives majeures pour le secteur public

01 Connected

Le gouvernement de demain travaille de manière intégrée et crée du lien avec ses parties prenantes

02 Powered

Le gouvernement de demain est efficace et impactant

03 Trusted

Le gouvernement de demain place la confiance des citoyens au centre



Initiative 1 :

Le gouvernement de demain fonctionne de manière intégrée et crée du lien avec ses parties prenantes – Connected Government

Le gouvernement de demain se doit d'être connecté pour continuer à répondre aux attentes de ses usagers. Pour nous, être connecté signifie avant tout être en étroite relation avec ses usagers - citoyens, associations et entreprises - qui doivent donc être placés au centre des opérations quotidiennes. En outre, cela implique que le gouvernement de demain s'efforcera d'éviter la formation de silos internes et externes et s'appuiera sur les différents partenaires de son écosystème élargi en fonction de leurs capacités. Enfin, être connecté signifie également aligner de manière optimale tous les processus, fonctions et collaborations critiques au sein des organisations gouvernementales pour répondre aux attentes des citoyens et créer de la valeur pour la société dans un monde de plus en plus numérique.

Les récentes avancées technologiques, ainsi que l'émergence et l'adoption massive de nouvelles technologies basées sur les données, offrent des opportunités sans précédent pour connecter davantage le gouvernement avec les utilisateurs finaux de ses services. Un gouvernement connecté doit continuer à développer ses politiques et sa gouvernance des données en adoptant au maximum les applications basées sur les données et les nouvelles technologies telles que l'IA générative (GenAI) ou l'Internet des objets (IoT). Cela permettra de bénéficier d'un gouvernement capable d'utiliser les données (prédictives ou autres) pour anticiper les tendances sociétales et identifier et traiter de manière proactive les défis et crises potentielles.

Le mouvement vers une approche plus intégrée et un gouvernement en réseau plus connecté a déjà été amorcé au cours de la dernière législature, tant au sein des administrations que dans l'écosystème plus large des organisations (semi-)publiques, privées et de la société civile. Toutefois, la mise en place d'une coopération engagée et ciblée entre divers partenaires et parties prenantes n'a pas toujours été évidente dans la pratique. À notre avis, cette coopération constitue le défi majeur des années à venir pour faire face aux évolutions et défis sociétaux complexes, et souvent multidisciplinaires. Par conséquent, des opportunités se présentent à tous les niveaux politiques pour intégrer davantage les organisations gouvernementales, tant verticalement qu'horizontalement, afin d'améliorer la coopération. Par exemple, une manière intéressante d'y parvenir pourrait être de revoir la structure ou la chaîne des organisations gouvernementales en fonction d'une visualisation des flux de données, afin de regrouper les services gouvernementaux de manière plus logique selon un partage optimisé des données et de favoriser une meilleure coopération entre les silos (de données) départementaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique axée sur les données, le gouvernement devra continuellement (ré)évaluer son rôle et son fonctionnement pour l'avenir. Il est essentiel de s'appuyer sur les connaissances, l'expertise et l'engagement collectif de tout son écosystème, y compris la société civile et le secteur privé. Cela implique l'engagement collectif du Quadruple Helix,

où gouvernements, entreprises, universités et citoyens collaborent pour mettre en œuvre des solutions innovantes. Chaque organisation gouvernementale doit donc réfléchir à la répartition optimale des tâches et des rôles vis-à-vis de ses usagers, de ses partenaires et des autres départements gouvernementaux. Ainsi, le gouvernement peut jouer le rôle de « plateforme » en combinant les forces des partenaires publics, privés et de la société civile, dans le cadre d'une structure de gouvernance qui permet à chaque partie de l'écosystème de tirer parti de ses atouts.

Cela est non seulement motivé par les contraintes budgétaires et l'épuisement des fonds de résilience, mais aussi car il est nécessaire de renforcer et compléter sa propre capacité d'innovation interne. Parallèlement, il est crucial de favoriser une coordination approfondie avec les citoyens pour obtenir une compréhension suffisamment précise de leurs besoins et exigences, ainsi qu'une coopération étroite avec le monde universitaire, qui peut contribuer au développement des innovations de demain grâce à la recherche et au développement. Enfin, les technologies innovantes et les plus prometteuses peuvent être développées et commercialisées par le secteur des affaires.

Le rôle du gouvernement « connecté » de demain est principalement de créer les conditions propices à l'innovation et au développement technologique, tant pour améliorer ses propres opérations et services, que pour garantir la position concurrentielle de notre pays dans l'économie des données de demain. À cet effet, plusieurs initiatives existantes peuvent être renforcées et de nouveaux défis peuvent être relevés :

- **L'interopérabilité** est la condition essentielle à la transformation numérique et à une collaboration intégrée. Combinée à une infrastructure et une architecture de données adaptées, elle permet également une réutilisation plus facile des données, une meilleure coopération (intergouvernementale) et un partage optimisé des connaissances. De plus, l'interopérabilité facilite la mise à l'échelle régionale ou nationale des expériences technologiques réussies.
- **Innovation en matière de réglementation et de technologie** : En complément de l'interopérabilité, le gouvernement doit rechercher activement des innovations réglementaires et technologiques

favorisant des conditions de concurrence équitables dans le secteur technologique, tout en réexaminant la propriété des données et en donnant aux citoyens un plus grand contrôle sur leurs propres données.

- **Zones exemptes de réglementation** : Le gouvernement de demain doit également jouer un rôle clé dans la création de zones exemptes de réglementation, ou « bacs à sable réglementaires », afin de fournir un espace propice à l'innovation, aux essais et à l'expérimentation, en phase avec les principales tendances technologiques émergentes. En plus d'initier ces laboratoires vivants et bancs d'essai, le gouvernement peut également élaborer un cadre réglementaire qui facilite leur déploiement.
- **Observation des tendances** : Le gouvernement doit s'investir davantage dans l'observation des tendances pour anticiper et réagir de manière proactive à l'émergence de nouvelles technologies, thématiques et tendances (telles que l'intelligence artificielle, le métavers, la blockchain, la transition de l'informatique en nuage à l'informatique en périphérie, l'informatique quantique, etc.). À l'avenir, le gouvernement, ses citoyens et ses partenaires de l'écosystème bénéficieront des nombreux avantages d'une meilleure circulation des données intergouvernementales et intragouvernementales.
- **Intelligence artificielle générative** : En plus de promouvoir l'innovation, le gouvernement de demain doit également se concentrer sur l'intégration de l'intelligence artificielle générative dans tous les aspects de son fonctionnement. Les gouvernements doivent explorer des cas d'utilisation axés sur l'amélioration de la prestation de services, la réduction du temps de développement des applications numériques, l'amélioration de l'expérience utilisateur via des chatbots, ainsi que sur l'optimisation des opérations internes. Cependant, en raison de l'évolution rapide des technologies, il est difficile de prédire où l'IA générative apportera le plus de valeur ajoutée à long terme, et quels cas d'utilisation seront les plus prioritaires et auront le plus d'impact. Il sera donc essentiel de mobiliser les talents disponibles afin de maximiser le potentiel de l'IA, construire, former et maintenir des modèles d'IA, ou encore de nouer des partenariats structurés avec des acteurs du secteur privé disposant d'une expertise avancée en IA. De plus, les initiatives en matière d'inclusion numérique doivent veiller à ce que l'IA ne soit pas réservée à quelques privilégiés, mais que chaque citoyen puisse bénéficier des avantages de cette nouvelle révolution technologique.

Un gouvernement qui aspire à être connecté en permanence et partout doit placer ses usagers au centre de ses préoccupations, et assurer une coopération intensive et structurelle avec son réseau et son écosystème élargi. Selon nous, cela est essentiel pour garantir que les nouvelles technologies et les applications de données soient déployées de manière efficace afin de relever les grands défis sociétaux de demain. Cela permettra également d'apporter une valeur ajoutée dans tous les domaines politiques, à tous les niveaux de la société et pour tous les citoyens.



Initiative 2 :

Le gouvernement de demain est efficace et impactant – Powered Government

Nous voyons le gouvernement du futur non seulement comme étant connecté, mais aussi comme étant efficace et décisif dans l'accomplissement de ses missions principales. Cela lui permettra de servir les citoyens, les associations et les entreprises de manière appropriée, rapide et conviviale. C'est ce que nous appelons le « Powered Government ».

Pour commencer, le gouvernement s'est orienté ces dernières années vers une plus grande centralisation et une organisation globale, en utilisant des outils modernes pour rationaliser divers services de soutien, et libérer ainsi plus de capacité pour les services essentiels. Cependant, une attention égale n'a pas toujours été accordée à l'organisation des tâches ou services essentiels eux-mêmes, et par conséquent, à la manière dont les ressources sont utilisées dans leur ensemble.

Des solutions technologiques performantes, qui permettent à la fois de normaliser et d'automatiser les processus, ainsi que de faire circuler et partager les données de manière sécurisée et fluide, peuvent jouer un rôle clé en accélérant l'obtention des résultats escomptés en termes d'efficacité et d'efficience, tant dans les processus back-office que front-office. Les domaines d'application concrets pourraient inclure :

- **Technologie et données connectées** : Aujourd'hui, de nombreux processus de service restent laborieux, manuels, chronophages et sujets aux erreurs. La technologie permettant de créer des flux de travail au sein des « systèmes de gestion de cas » sur des sources de données connectées peut être utilisée pour soutenir les employés en libérant du temps

pour des tâches à plus forte valeur ajoutée et, en fin de compte, améliorer leur prestation de services. De plus, le déploiement d'applications d'IA pourrait rendre ces services beaucoup plus efficaces, personnalisés et proactifs.

- **Informatique cloud (ou Cloud computing)** : Un examen du paysage actuel des applications et des systèmes au sein du gouvernement révèle un grand potentiel d'amélioration et de rationalisation. L'utilisation prolongée des systèmes existants a conduit à des problèmes de performance et d'intégration, à des difficultés de mise à l'échelle et à une capacité insuffisante à répondre aux besoins changeants et croissants des utilisateurs. Les agences gouvernementales se tournent de plus en plus vers les technologies de l'informatique en « cloud » pour remplacer leurs anciens systèmes hérités. L'informatique en cloud offre une série d'avantages aux pouvoirs publics, tels que des économies de coûts, une évolutivité accrue, un accès plus rapide à l'information et une meilleure collaboration entre les services. Son utilisation est déjà très répandue, offre de nombreux bénéfices et devrait continuer à croître à l'avenir grâce à des capacités de plus en plus sophistiquées. La sécurité et la confidentialité des données gouvernementales demeurent cependant des préoccupations majeures dans ce contexte.
- **Technologie ERP** : En ce qui concerne les services d'appui tels que les ressources humaines, les achats, les finances et le budget, de nombreuses mesures ont été prises par le passé pour les professionnaliser, tant au niveau organisationnel qu'au niveau des systèmes de support. Par ailleurs, la technologie ERP est maintenant très avancée et accessible. Ainsi, investir dans des solutions pour

optimiser les processus à grande échelle, dans tous les domaines politiques, départements et agences, générera un rendement immédiat et significatif. Cependant, le travail n'est donc pas encore terminé, d'autant plus que les anciens systèmes devront également être remplacés dans les années à venir.

- **Plateformes d'utilisateurs numériques et partagées :** Dans notre structure gouvernementale complexe, il est courant que des tâches ou des services similaires se retrouvent à plusieurs endroits différents. Par exemple, divers services d'inspection et d'application de la loi sont souvent mis en œuvre à différents niveaux de l'administration. En développant des plateformes numériques communes et en y connectant tous les utilisateurs (exécutants), il serait possible d'organiser ces services de manière beaucoup plus efficace, facilitant ainsi leur offre et leur mise en œuvre. De plus, la dispersion des primes et des subventions entre les différentes administrations peut manquer de convivialité et d'efficacité. Le regroupement et la numérisation de ces processus pourraient garantir que les citoyens et les associations reçoivent de manière proactive et automatique les primes ou les subventions auxquelles ils ont droit.

De plus, il est évident que la qualité d'un service est largement déterminée par les personnes, surtout dans un contexte de normalisation et de numérisation accrues. Cependant, le marché du travail étant en pleine mutation, disposer d'un personnel suffisamment flexible, doté des compétences et de l'attitude adéquates, est devenu un défi plus important que jamais, tant pour les organisations privées que publiques. Les employés doivent également se perfectionner en permanence et présentent des attentes plus élevées et diversifiées en matière de « travail », notamment en ce qui concerne l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la variété du contenu du travail et l'apprentissage tout au long de la vie. De plus, nous constatons une évolution vers une « gig economy », marquée par un nombre croissant de professionnels indépendants qui privilégient la mise à disposition de leur expertise spécifique aux organisations, y compris au sein des institutions gouvernementales, sur une base temporaire, plutôt que d'opter pour des emplois permanents. Pour relever ces défis en matière de personnel, il est primordial de comprendre les besoins futurs en ressources humaines et, bien sûr, d'avoir un accès direct et facile au marché du travail interne et externe, comme nous l'expliquons plus en détail ci-dessous :

- **La planification stratégique** des effectifs est une compétence cruciale que les gouvernements devront développer ou renforcer. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront avoir une idée des compétences et des capacités dont ils disposent à tout moment et se faire une idée des besoins futurs (quantitatifs et qualitatifs) afin de pouvoir réagir rapidement et de manière appropriée pour attirer les profils adéquats et/ou développer les compétences à temps.
- **Des informations précises :** Pour y parvenir, il est essentiel de disposer d'informations précises sur les besoins, ce qui nécessite que tous les acteurs de l'écosystème fassent preuve de transparence et de confiance dans le partage de ces informations. Ce n'est qu'à cette condition que le travail pourra être effectué à une échelle suffisante pour ouvrir le marché du travail, et garantir que toutes les entités aient accès à l'expertise disponible. Cela favorisera une plus grande mobilité des employés, un partage optimisé des profils et une agilité renforcée des organisations pour acquérir les compétences adéquates.
- **Collaboration :** Outre le déploiement et la mobilité du personnel interne, les gouvernements se tournent de plus en plus vers des travailleurs externes pour disposer de capacités temporaires ou solliciter des conseils spécialisés pour certains projets ou services. Ces deux modes traditionnels et bien connus de coopération avec des parties extérieures sont aujourd'hui de plus en plus complétés par des formes « nouvelles » ou hybrides de coopération visant à attirer et à déployer une expertise bien définie sur une base plus structurelle :
 - **Les contrats-cadres pluriannuels**, à l'échelle du gouvernement ou autre, pour un ou plusieurs profils bien définis, par exemple, permettent aux organisations gouvernementales de faire un usage flexible du déploiement d'experts et de l'expertise externe à long terme et avec une garantie de qualité.
 - **Managed services :** Les 'managed services' constituent un autre exemple. Il s'agit d'accords dans lesquels des services assortis d'engagements de résultats sont également fournis à long terme, une forme d'externalisation visant à confier des tâches plutôt opérationnelles à des organisations externes spécialisées. Il s'agit là aussi d'un moyen rentable de libérer des capacités pour les tâches essentielles des gouvernements.

Ainsi, un gouvernement souhaitant s'organiser de manière optimale doit examiner attentivement les différents éléments constitutifs de l'organisation – les personnes, les processus et les systèmes – et utiliser judicieusement les ressources technologiques et humaines disponibles, tant internes qu'externes. Cela permettra de remplir ses missions essentielles de manière efficace et efficiente.



Initiative 3 :

Le gouvernement de demain place la confiance des citoyens au centre – Trusted Government

Dans un monde de plus en plus connecté, où les technologies et solutions innovantes sont largement adoptées dans divers contextes, la confiance dans le gouvernement est un facteur crucial pour en assurer la bonne gouvernance. Ce défi devra être abordé avec vigueur dans les années à venir. Bien que les nouvelles technologies (telles que l'IA, les chambres fortes de données, les plateformes de données qui collectent et débloquent les données de santé, entre autres) offrent de nombreux avantages, elles soulèvent également de nouveaux défis en termes de sécurité de l'emploi, de confidentialité des données et de cybersécurité. Pour maintenir la confiance des citoyens, des associations et des entreprises, le gouvernement devra apporter une réponse adéquate et réfléchie à ces enjeux. C'est ce que nous appelons **Trusted Government**.

- **Les nouvelles technologies** apparaissent à un rythme de plus en plus rapide, et cette tendance ne s'inversera probablement pas dans les années à venir. L'intelligence artificielle générative, par exemple, a révélé son potentiel l'année dernière et peut être considérée comme un facteur de changement. Toutefois, les citoyens attendent également de leur gouvernement qu'il assure une application responsable de ces nouvelles technologies. Le gouvernement doit donc instaurer un cadre réglementaire souple et adaptable, mais suffisamment complet, et qui garantisse un équilibre entre la stimulation de l'innovation, d'une part, et la mise en œuvre sûre, transparente et éthiquement responsable de ces technologies d'autre part. La loi sur l'IA récemment adoptée par le Parlement européen offre déjà un cadre initial et des orientations à cet égard.

- **Innovation et technologie** : L'innovation et la technologie reposent sur une quantité sans précédent de données qui doivent être stockées et sécurisées. En effet, une grande partie de ces données est détenue par un nombre restreint d'entreprises technologiques. Le gouvernement doit donc jouer un rôle optimal au sein de cet écosystème en veillant à maintenir un équilibre entre la stimulation de l'innovation et la régulation du secteur technologique, avec pour objectif principal de protéger la vie privée des citoyens et de préserver le principe de concurrence, qui est au cœur de notre économie de marché.

- **Propriété des données, accessibilité et contrôle par les citoyens** : La propriété des données, leur accessibilité, et le fait de donner aux citoyens un contrôle accru sur leurs propres données deviendront des enjeux majeurs dans les années à venir, même si des mesures sont déjà en place à différents niveaux. Par exemple, Digitaal Vlaanderen s'est engagé à développer un système de casiers de données (Solid), et le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de l'Agence des données de santé, œuvre à rendre les données de santé largement accessibles pour un usage secondaire.

- **Un gouvernement digne de confiance** doit créer un environnement sécurisé pour l'échange de données, notamment pour faire face aux risques croissants de cybercriminalité. Cela doit être réalisé dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la directive NIS2, qui est en cours de transposition dans les réglementations nationales. Ainsi, les audits de sécurité deviendront plus indispensables que jamais.

- **Cybersécurité** : Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour inculquer les connaissances et les compétences nécessaires au sein des administrations publiques locales, régionales et fédérales afin de déployer et d'utiliser efficacement les outils de cybersécurité. Le réflexe du risque et la « cybersécurité comme état d'esprit » doivent également être intégrés au sein des organisations publiques.

Il est essentiel d'investir davantage dans la gestion organisationnelle, la préparation aux crises et le renforcement de la préparation dans la période à venir.

En effet, il est impératif et crucial de disposer d'un gouvernement tourné vers l'avenir, résilient et capable d'anticiper les défis que nous ne prévoyons pas encore aujourd'hui, mais auxquels nous devons faire face demain. À cet égard, le concept de préparation est fondamental.

La préparation dépasse la simple anticipation et contribue à une réponse plus efficace aux crises futures. Pour cela, il est essentiel d'engager une réflexion sur divers scénarios, en analysant les facteurs économiques, politiques, sociaux, technologiques et environnementaux à l'aide d'un cadre structuré. Cela permettra de prendre des mesures préventives pour mieux se préparer à d'éventuelles crises futures. La préparation inclut également la mise en place de mécanismes structurels au sein du gouvernement pour intervenir rapidement, et de manière appropriée en cas de crise, qu'il s'agisse d'un nouveau virus, d'une catastrophe environnementale ou d'une crise liée au droit d'asile.

L'amélioration de la préparation repose sur la combinaison de trois facteurs principaux :

- **Premièrement, il est crucial de mettre en place les procédures, systèmes et éléments organisationnels appropriés pour réagir avec flexibilité à un environnement en constante évolution.** La planification de scénarios, l'analyse de l'environnement et l'analyse stratégique des risques sont quelques-uns des outils nécessaires à cet effet. Les idées et enseignements tirés doivent être intégrés dans le fonctionnement des institutions gouvernementales. Il est également essentiel

d'incorporer de manière structurelle ces enseignements dans le cycle de planification stratégique et de les traduire dans les opérations et projets futurs.

- **Deuxièmement, il est impératif d'établir rapidement des liens avec d'autres parties prenantes.** Un gouvernement tourné vers l'avenir reconnaît ses propres forces ainsi que celles des autres acteurs et sait les utiliser de manière ciblée et d'y répondre.
- **Troisièmement, il est nécessaire d'investir dans la gestion organisationnelle.** Des profils solides, dotés des compétences, de l'état d'esprit et des réflexes adéquats, sont essentiels pour relever les défis futurs et développer des solutions en collaboration avec les citoyens, les associations et les entreprises. Le contrôle interne, la gestion des risques, la continuité des activités et la gestion des crises sont également des éléments clés pour renforcer la résilience du gouvernement et des institutions publiques.

Les facteurs mentionnés précédemment peuvent également jouer un rôle crucial face aux défis liés au développement durable. Un gouvernement tourné vers l'avenir reconnaît l'importance des enjeux climatiques et s'engage à élaborer de manière proactive des solutions, des réglementations et des mesures nuancées dans le cadre de plans nationaux, régionaux et locaux en matière d'énergie et de climat. Les plans stratégiques, avec des objectifs et actions clairs, la planification de scénarios, l'engagement d'un large réseau de parties prenantes et la préparation aux crises, font intrinsèquement partie d'une politique anticipative et proactive en matière de durabilité.

Un gouvernement qui s'engage à relever les défis climatiques et à en rendre compte de manière transparente deviendra (devra devenir) la norme dans les années à venir. La directive sur les rapports en matière de développement durable des entreprises (CSRD) offre une opportunité aux gouvernements de faire preuve de transparence sur les questions de durabilité et de rester alignés avec les attentes des citoyens et des entreprises. De plus, un gouvernement tourné vers l'avenir ira au-delà de cette obligation de rendre compte. Il s'engage collectivement à parvenir à une analyse des problèmes, à une vision et à une approche soutenues des défis climatiques et de la transition écologique, en s'appuyant sur le Green Deal, le Blue Deal et d'autres programmes climatiques.

Un gouvernement qui souhaite être tourné vers l'avenir et capable de répondre de manière appropriée aux crises futures de toute nature devra investir dans divers domaines, notamment la sécurité numérique, la gestion organisationnelle et la préparation aux crises. Mettre l'accent sur la durabilité est sans aucun doute une condition préalable essentielle pour continuer à inspirer la confiance des citoyens et de la société au cours de la prochaine législature.

Contact



Geert Criel
Partner & Head of Public Sector
KPMG in Belgium

M: +32 (0)477 59 73 26
E: gcriel@kpmg.com



Wannes Verschueren
Partner Public Sector
KPMG in Belgium

M: +32 (0)477 65 68 72
E: wverschueren@kpmg.com

kpmg.com/be



L'information dans le présent document est de nature générale. Elle ne vise pas à tenir compte des circonstances de quelque personne ou entité particulière. Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude de cette information et pour vous la communiquer rapidement, rien ne garantit qu'elle sera exacte à la date à laquelle vous la recevrez ni qu'elle continuera d'être exacte dans l'avenir. Personne ne devrait agir sur base de cette information sans avoir d'abord obtenu un avis professionnel après un examen approfondi de la situation particulière.